

BILAN & PERSPECTIVES

2025-2026



DES SAVOIR-FAIRE EN COMMUN

Agence publique, **Expertise France** est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents.

Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des Objectifs de développement durable.
Pour un monde en commun.

→
 Aux Comores, le
 projet AFIDEV,
 financé par
 l'AFD, améliore la
 compétitivité des
 filières agricoles
 d'exportation et
 les revenus des
 producteurs,
 notamment
 d'ylang-ylang.



AVANT-PROPOS	P. 2
INFOGRAPHIES	
Expertise France en bref	P. 6
Nos résultats pour 2025	P. 8
CARTE D'IDENTITÉ	
Une agence au plus près de ses partenaires.....	P. 10
Une agence résolument européenne	P. 12
Mobiliser l'expertise française à l'international	P. 14
Au service de la diplomatie féministe française et européenne	P. 16
BILAN THÉMATIQUE	
Développement humain.....	P. 18
Santé mondiale	P. 20
Gouvernance.....	P. 22
Économie durable et inclusive.....	P. 24
Paix, stabilité et sécurité.....	P. 26
Développement durable	P. 28
REGARDS GÉOGRAPHIQUES	
Afrique.....	P. 30
Moyen-Orient.....	P. 32
Espace européen et Asie centrale.....	P. 33
Amérique latine et Caraïbes	P. 34
Indopacifique	P. 35



« *Un impact au bénéfice de nos partenaires, mais aussi des Français* »

L'année 2025 et les premiers mois de 2026 ont confirmé une réalité : le monde se brutalise. Face à cette nouvelle donne, la France s'adapte, en rénovant en profondeur sa politique de partenariats internationaux. Gagner en lisibilité et en efficacité, telle est l'ambition portée par le président de la République. Il s'agit de conduire une politique d'investissement solidaire et durable, fondée sur une vision humaniste.

Expertise France est au cœur de cette stratégie. Elle contribue à porter de façon concrète les priorités de notre action diplomatique dans des domaines tels que la paix et la sécurité, la gouvernance, la santé ou l'économie durable et inclusive. Ses missions sont menées dans une logique d'impact, au bénéfice de nos partenaires internationaux, mais aussi des Françaises et des Français. Dans les zones les plus exposées, son engagement est déterminant. En Ukraine, elle soutient la résilience de l'État et prépare la reconstruction. En Syrie, elle agit au plus près des populations et accompagne le renforcement des institutions. Dans notre voisinage européen comme en Indopacifique, elle déploie nos priorités stratégiques, qu'il s'agisse de la lutte contre le narcotrafic ou du combat contre le changement climatique. Le professionnalisme et le dévouement des équipes d'Expertise France participent directement au renforcement de notre influence et de notre crédibilité. Qu'elles en soient ici remerciées. ■

JEAN-NOËL BARROT, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères



« *Des coopérations solides, reconnues et appréciées avec nos partenaires* »

La France a engagé ces dernières années une rénovation profonde de sa politique de partenariats internationaux. L'année 2026 sera de nouveau déterminante avec le sommet Africa Forward et la présidence française du G7, dont la filière développement visera à proposer une nouvelle approche de la coopération internationale, plus partenariale, plus efficace et plus attentive à la résilience de nos partenaires.

Expertise France incarne cette nouvelle approche de la coopération internationale, plus partenariale

Depuis plus de dix ans, Expertise France incarne cette volonté de transformation. Sa création à partir de la fusion de six opérateurs de coopération internationale, puis son intégration au groupe AFD ont contribué à l'efficacité de notre politique. Sa trajectoire de croissance soutenue révèle aussi notre ambition : Expertise France est aujourd'hui la deuxième agence de coopération technique en Europe. La mise en place de treize directions pays a permis de renforcer la présence de l'opérateur sur le terrain, au plus près de nos partenaires. Enfin, la capacité d'Expertise France à mobiliser des financements européens, avec près de 400 millions d'euros en 2025, est l'un des meilleurs exemples de notre capacité à catalyser des financements au service du développement durable. Félicitations à Expertise France et à ses équipes qui bâtissent sur tous les continents des coopérations solides, reconnues et appréciées avec nos partenaires. ■

ÉLÉONORE CAROIT, ministre déléguée chargée de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger



« *Des résultats remarquables
qui démontrent la confiance
de nos partenaires* »

Depuis plus d'une décennie, Expertise France promeut avec succès l'expertise française à l'international. Que ce soit dans la santé, l'éducation, le développement durable, ou encore dans la gouvernance économique et financière, vos projets de coopération sont un des vecteurs les plus efficaces de notre action en faveur des pays les moins avancés et les plus vulnérables.

En 2025, grâce à votre mobilisation et au renforcement des équipes sur le terrain, c'est plus de 650 millions d'euros de projets qui ont été signés par Expertise France, dont environ la moitié pour le compte de l'Union européenne. Ces résultats sont remarquables et démontrent la qualité des actions d'Expertise France et la confiance de nos partenaires.

Notre politique de partenariats internationaux et de solidarité connaît des évolutions notables depuis le Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux tenu en avril 2025. Je sais que vous contribuez pleinement à l'objectif qui nous est collectivement assigné de nouer des alliances permettant de mieux conjuguer nos intérêts économiques et stratégiques à l'étranger avec les demandes de nos partenaires, en mobilisant tout l'éventail de l'offre française, qui va des financements à l'expertise publique et privée. L'année 2026 sera l'occasion de renforcer encore cette ambition

notamment au travers du sommet Africa Forward qui se tiendra à Nairobi les 11 et 12 mai, ainsi que tout au long de notre présidence du G7 dont les partenariats internationaux et de solidarité constituent un axe central. Ces temps forts permettront de souligner la priorité que nous accordons au renforcement continu de l'architecture financière du développement, pour construire des relations mutuellement bénéfiques avec nos partenaires, et en impliquant pleinement les entreprises françaises.

Enfin, nous devons mettre en œuvre une politique de partenariats internationaux ambitieuse tout en prenant en compte le contexte de nécessaire redressement des finances publiques, ce qui suppose une agilité croissante dans nos actions. Approfondir encore plus les synergies au sein des différentes entités du groupe AFD, accroître notre mobilisation de financements tiers, ou encore investir les secteurs d'avenir comme ceux qui permettent de sécuriser nos approvisionnements en minerais critiques : tels sont les défis et opportunités qu'Expertise France, à l'instar de l'ensemble du groupe

AFD, doit continuer à relever. Je vous félicite encore pour vos résultats 2025 et soutiendrai vos efforts pour répondre aux défis de 2026. ■

ROLAND LESCURE, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique



Avec **JÉRÉMIE PELLET**, directeur général d'Expertise France, et **RÉMY RIOUX**, directeur général du groupe AFD de 2016 à 2026

“Renforcer les institutions et les politiques publiques, même en période de crise”

Quel bilan tirez-vous de cette année 2025 ?

J. P. Pour Expertise France, 2025 a été une année de consolidation, de transformation et de projection. Elle a d'abord marqué les dix ans de l'agence interministérielle française. C'est l'occasion de mesurer le chemin parcouru : en une décennie, nous sommes devenus la deuxième agence européenne de coopération technique, avec près de 2 700 collaborateurs engagés dans près de 170 pays. Cette dernière année a également confirmé notre dynamique de croissance et ce dans un environnement contraint et complexe, avec un chiffre d'affaires dépassant 570 millions d'euros, plus de 400 projets en cours et un volume d'activité en cours de près de 2,6 milliards d'euros.

Au-delà des chiffres, il faut aussi retenir de belles avancées dans la structuration de notre agence sur le terrain. Nous avons poursuivi la décentralisation de nos activités pour être au plus près de nos partenaires, avec désormais près de 40 implantations à l'étranger dont 13 directions pays couvrant 15 pays, et de nouvelles géographies prioritaires comme l'Angola, l'Éthiopie ou Madagascar, en plus du réseau en commun du groupe AFD. Nous souhaitons accentuer davantage notre présence sur le terrain, avec la structuration de directions régionales, afin de renforcer notre capacité de pilotage et d'impact.

L'année a été marquée par de nombreuses crises. Comment l'agence s'est-elle adaptée ?

J. P. Intervenir dans les contextes fragiles et de crise fait partie du cœur de métier d'une agence de coopération technique comme Expertise France. En 2025, nous avons continué à adapter nos activités dans des environnements très dégradés, comme en Ukraine, en Syrie, au Liban, en Haïti et dans les Territoires palestiniens où nos équipes sont engagées au quotidien auprès de nos partenaires. Notre ambition est simple : renforcer les institutions et les politiques publiques, même en période de crise, à travers la réponse aux urgences, mais surtout en garantissant la sécurité de nos collaborateurs et collaboratrices. C'est ce que nous faisons en Ukraine en matière de justice et de santé, en Haïti pour le renforcement des institutions étatiques ou encore au Liban en soutenant les organisations de la société civile.

Au-delà de ces crises sécuritaires et contextes fragiles qui nous obligent à repenser notre action et nos modalités d'intervention, Expertise France doit également s'adapter à la recomposition de l'aide au développement, et notamment la baisse des crédits français. Renforcer le partenariat avec les institutions européennes, diversifier nos partenaires et bailleurs financiers, accroître notre redevabilité et l'impact de nos projets, renforcer les synergies au

sein du groupe AFD sont autant d'efforts qu'il nous faut poursuivre. Ils seront essentiels pour maintenir notre volume d'actions et continuer à mettre en œuvre la politique d'investissement solidaire et durable de la France, au service de la préservation des enjeux globaux.

Rémy Rioux, vous quitterez bientôt le groupe AFD après dix ans à la tête de sa direction. Quels enseignements et quel bilan tirez-vous de ce mandat ?

R. R. En dix ans nous avons redonné à la France une capacité forte à coopérer et investir dans le monde, portée par un mouvement puissant et d'une grande cohérence depuis l'Accord de Paris sur le climat et l'Agenda 2030 des ODD. Nous avons, avec l'ensemble des collègues du groupe AFD que je remercie chaleureusement, construit une plateforme efficace, puissante et respectée, qui atteint désormais une taille critique pour prendre soin des plus vulnérables – face au Covid et avec la multiplication des crises – et contribuer à la gestion collective de nos biens communs – le climat et la nature ensemble, la démographie et les inégalités, la technologie, la paix.

Notre groupe est plus grand, avec une activité doublée et plus de 5 000 collaborateurs déployés partout dans le monde. Il est plus partenarial avec un ancrage national renforcé et un rôle international reconnu par les plus grandes institutions multilatérales et européennes. Il est plus novateur, en investissant des champs nouveaux comme les minerais de transition, les migrations, la culture ou le sport. Enfin, notre groupe est plus robuste, grâce à des fondamentaux financiers consolidés, nous permettant de nous concentrer sur la qualité et l'impact de nos investissements.

Dix ans, c'est aussi l'âge d'Expertise France. Quel rôle a joué Expertise France jusque-là dans la constitution du groupe AFD ?

R. R. Expertise France fait du bien à l'AFD. La création du groupe AFD, le 1^{er} janvier 2022 après une décision de principe en 2018, a achevé

une longue réforme de plus de vingt ans de notre politique de développement, engagée le 1^{er} janvier 1999. Je suis très fier d'y avoir contribué. En regroupant tous les instruments utiles à notre politique de coopération dans une même institution, nous avons créé un outil unique, présent au nom de la France sur tous les terrains, dans les temps de paix comme de guerre et d'extrêmes vulnérabilités. Voyez en Ukraine : Expertise France a été le premier présent, grâce à ses métiers de coopération technique et de maîtrise d'ouvrage direct, puis l'ensemble du Groupe s'est déployé. Expertise France nous a aussi permis d'être encore plus européen mais aussi plus français en capitalisant sur la mobilisation des expertises françaises.

Expertise France a contribué aux dynamiques d'innovation que j'ai fortement encouragées au sein de l'AFD, notamment sur les liens entre sécurité et développement.

Intervenir dans les contextes fragiles et de crise fait partie du cœur de métier d'une agence comme Expertise France

Inversement, l'AFD fait aussi beaucoup de bien à Expertise France. Nous avons aujourd'hui un réseau commun, de multiples projets financés par l'AFD, des synergies opérationnelles qui se renforcent sans cesse et

nous décloisonnons nos savoirs, formations et instruments, financiers et non financiers, pour notre mission commune : contribuer à bâtir un monde en commun, par l'action internationale de notre pays.

Comment voyez-vous les prochaines années pour le groupe AFD ?

R. R. Une nouvelle étape s'est ouverte en 2025, à l'évidence, marquée par de très fortes tensions géopolitiques et un recul brutal de la coopération budgétaire. Il faut remettre l'ouvrage sur le métier et redéfinir un paradigme pour le financement du développement et la coopération technique qui résonne avec notre temps. Je crois que l'AFD a anticipé cela et fait de multiples propositions pour nourrir ce débat depuis dix ans. À Christophe Lecourtier de trouver le chemin à présent. Je lui souhaite un plein succès. Je pars avec le sentiment du devoir accompli et une immense gratitude envers les équipes du groupe AFD pour cette magnifique et utile décennie. ■

Expertise France en bref

Filiale du groupe AFD, Expertise France contribue à renforcer durablement les politiques publiques de ses pays partenaires. Nous accompagnons les administrations centrales, les organisations régionales, les collectivités locales, les organisations de la société civile... Notre mission : contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

DES MODALITÉS D'APPUI VARIÉES



Conseil méthodologique et technique :
diagnostics, recommandations, plans d'action...



Renforcement de capacités :
formations, coaching, accompagnement du changement, voyages d'étude...



Mise en réseau : visites d'études, ateliers de concertation, financement d'initiatives de la société civile locale...



Fourniture de biens, services et travaux :
rédaction de cahiers des charges, passations de marché, coordination de travaux, appui au suivi de mise en œuvre, soutien au financement direct des acteurs locaux dont les OSC...



Appui aux politiques publiques :
mobilisations d'expertises techniques, appui méthodologique, appui au suivi de mise en œuvre...

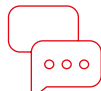


Financement direct :
appels à projets, renforcement des capacités techniques et administratives des acteurs locaux dont la société civile...

UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE



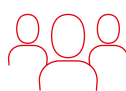
Mobilisation de financements



Recueil du besoin



Coconstruction du projet avec les partenaires



Mobilisation de l'équipe



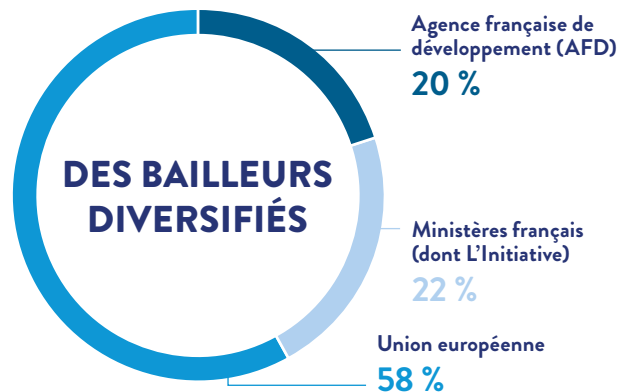
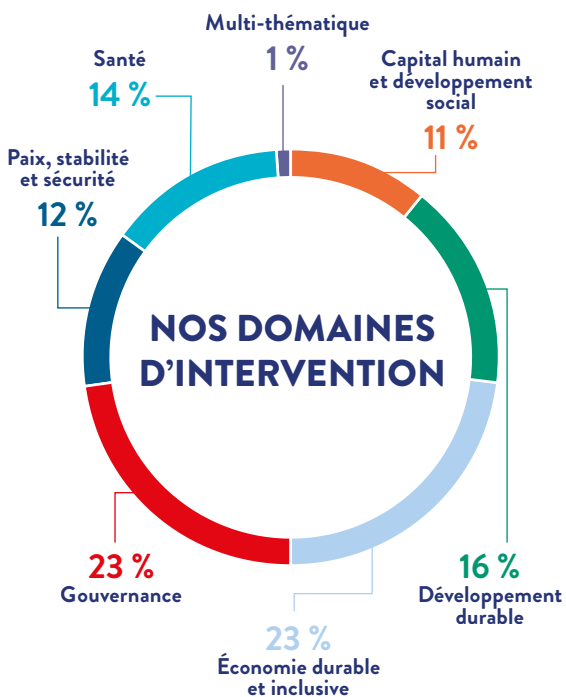
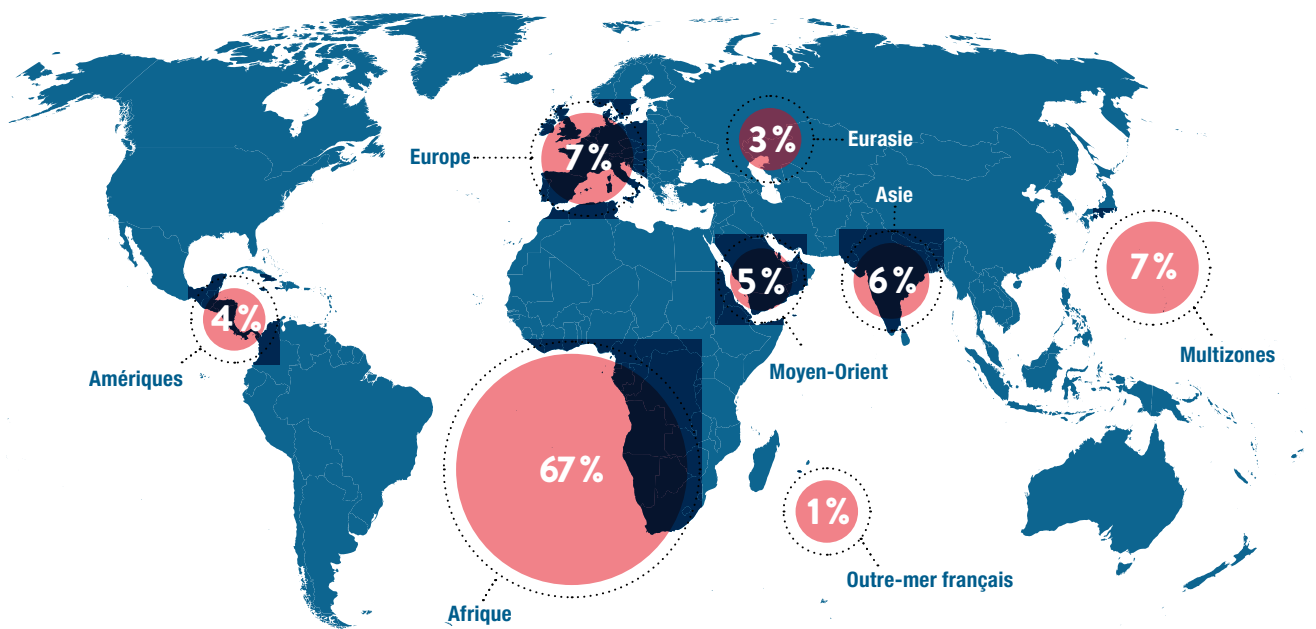
Mise en œuvre et suivi du projet



Évaluation et capitalisation

67% DE NOTRE ACTIVITÉ EN AFRIQUE

Volume de signatures en 2025



Nos équipes



870
collaborateurs
au siège

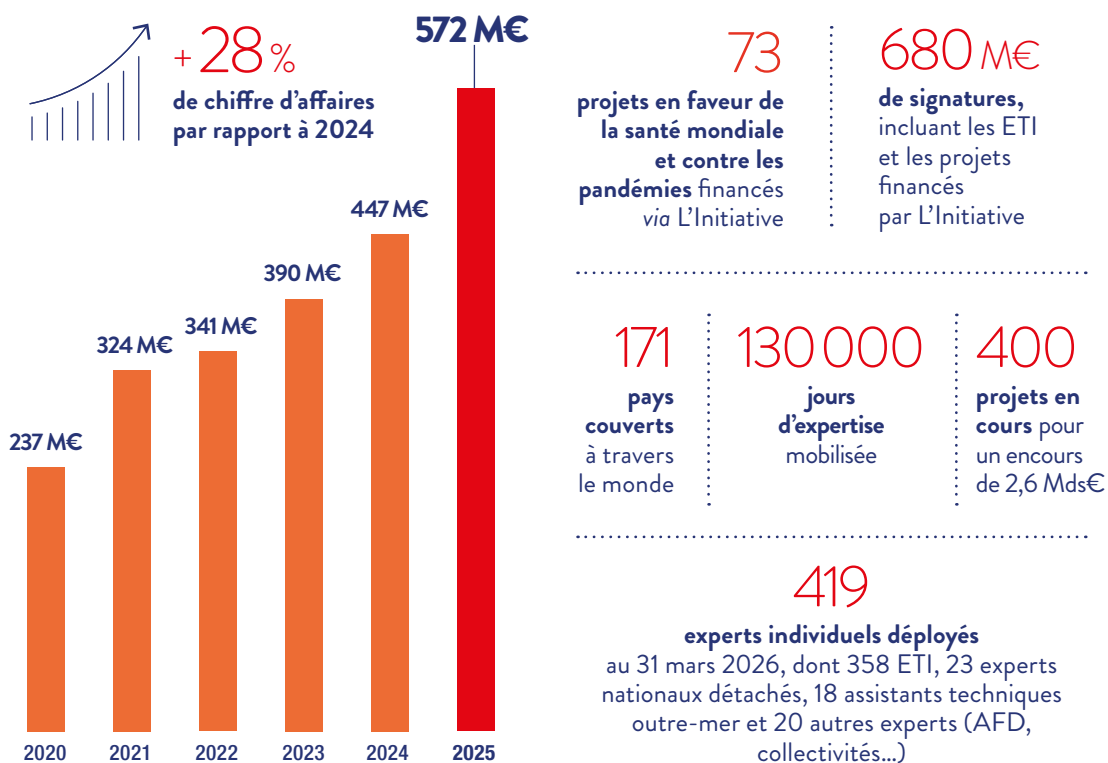


1800
experts et équipes
projet sur le terrain

Nos résultats pour 2025

En 2025, Expertise France a continué à renforcer son engagement en faveur des ODD. L'année a été marquée par une progression de 28 % de l'activité de l'agence et par un impact renforcé dans ses pays partenaires.

UNE CROISSANCE CONFIRMÉE



NOTRE IMPACT

DÉVELOPPEMENT DURABLE



2 528

structures bénéficiant d'un renforcement de capacités sur des enjeux de développement durable

ÉDUCATION



4 269 983

élèves ayant bénéficié de l'action d'Expertise France

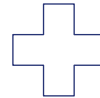
FORMATION



82 200

personnes bénéficiant d'une formation professionnelle et technique renforcée

SANTÉ



1 395 880

personnes bénéficiant de systèmes de santé renforcés

ENTREPRENEURIAT



4 127

entreprises ou projets d'entreprise soutenus

GOVERNANCE



199

documents contraignants élaborés ou révisés sur des enjeux de gouvernance démocratique, économique et financière

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



514 868

personnes ayant bénéficié d'activités de formation ou de sensibilisation intégrant des enjeux de genre

SÉCURITÉ ET STABILITÉ



42 775

personnes bénéficiant d'actions de sécurisation, de stabilisation ou de gestion de crise

Une agence au plus près de *ses partenaires*

Expertise France dispose d'un vaste réseau international. Pour répondre à la croissance des besoins et travailler efficacement avec ses partenaires, l'agence continue à le renforcer et à décentraliser ses activités.



Avec **MARYNA MOREAU**, représentante d'Expertise France en Ouzbékistan



et **LAURENT CHABRUT**, directeur pays aux Comores

“Nous mobilisons des experts français et européens, c'est notre soft power

Ils occupent des postes différents, dans des pays que tout sépare. Pourtant, Maryna Moreau et Laurent Chabrut trouvent de nombreux points communs dans leur manière de représenter Expertise France. Ils identifient de nouvelles opportunités, lancent des projets mobilisant des expertises variées et veillent à leur adéquation avec les besoins locaux.

Quelles sont vos responsabilités, chacun dans votre pays ?

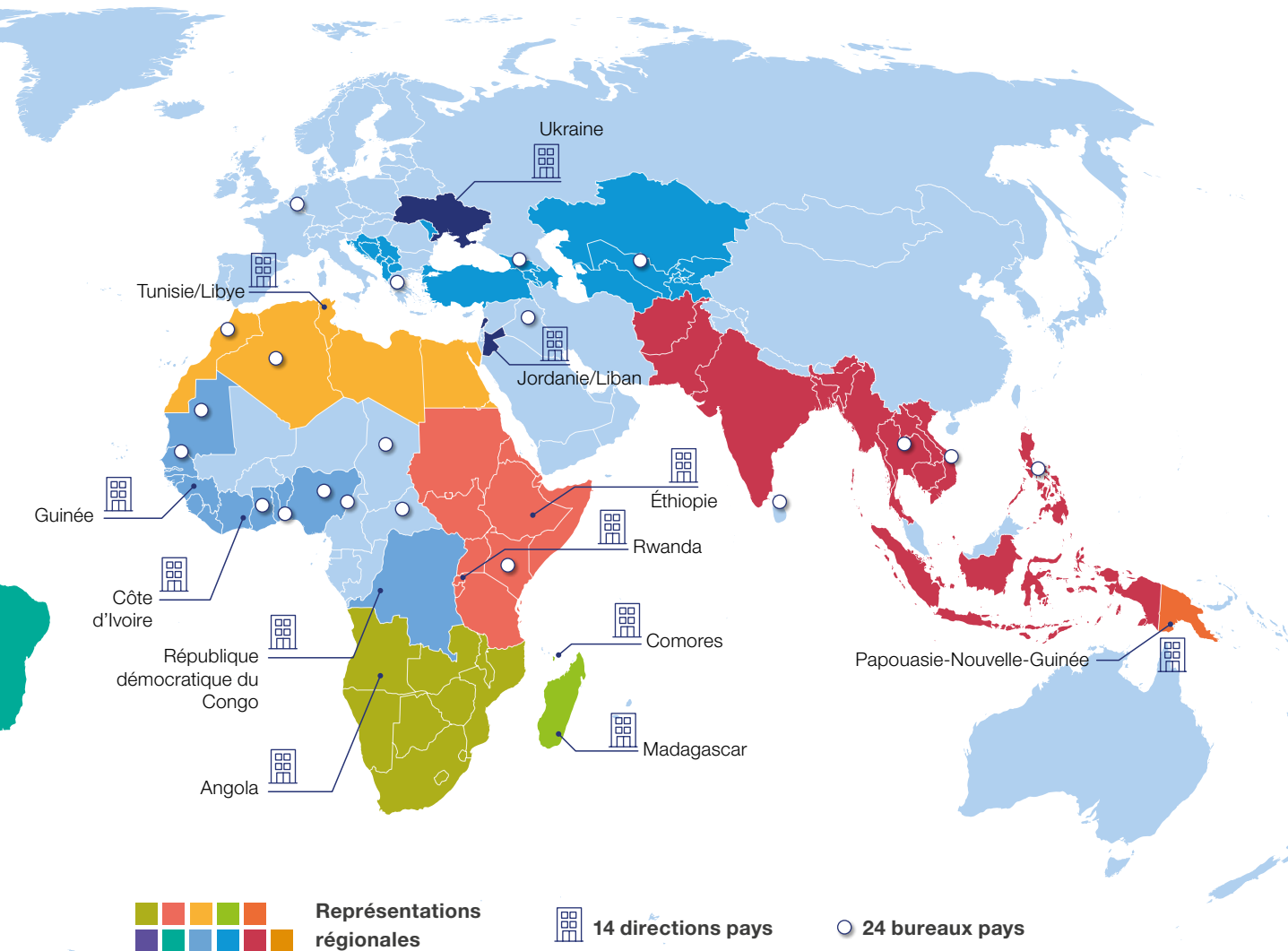
M. M. Je suis à la fois cheffe du projet Économie verte en Ouzbékistan, responsable du bureau de Tachkent d'Expertise France et représentante de l'agence dans le pays. Notre bureau héberge plusieurs projets phares, dont deux initiatives de l'Équipe Europe couvrant toute l'Asie centrale. En tant que responsable de bureau, j'apporte

un soutien administratif et logistique aux chefs de ces projets. En parallèle, mes responsabilités de représentante m'amènent à assurer l'interface entre l'agence, les autorités ouzbèkes et les autres parties prenantes.

L. C. Je suis directeur pays pour les Comores, mais aussi coordinateur régional pour l'océan Indien. Aux Comores, j'assure la direction du bureau, avec ses soixante collaborateurs. Je supervise également tous les chefs de projets. Enfin, je représente formellement Expertise France auprès du gouvernement comorien et des autres parties prenantes, notamment les bailleurs de fonds.

Quelle posture adoptez-vous, en tant que représentante ou directeur pays ?

L. C. Expertise France est le seul opérateur européen implanté aux Comores, pour des



raisons historiques et de complexité des opérations. L'archipel fait partie des pays les moins avancés et est confronté à de nombreux défis. Nous sommes donc en bonne place pour être proactifs : identifier les axes de développement prioritaires sur lesquels notre intervention pourrait être structurante et essayer de mobiliser des financements pour lancer des projets.

M. M. En Ouzbékistan, nous sommes loin d'être les seuls opérateurs. Expertise France n'est présente que depuis 2021. Je vais donc souvent au-delà de mon rôle de cheffe de projet sur l'économie verte pour identifier des opportunités de développement – et elles sont nombreuses. Je travaille en lien avec l'ambassade de France, qui a ses propres objectifs en termes de diplomatie

économique. Nous mobilisons beaucoup d'expertises et d'acteurs français et européens pour nos projets. C'est notre *soft power*.

L. C. C'est vrai. Dans une direction pays, on ne vit jamais en autarcie. Nos liens avec le siège, avec les départements techniques d'Expertise France, sont primordiaux. Cela a été l'un des grands enjeux – et l'une des grandes réussites – de la décentralisation de notre activité et du déploiement des directions pays : conserver et repenser les liens avec les directions techniques, entretenir une dynamique siège-terrain positive et constructive. ■



Lire l'interview complète :

1ap.fr/maillage-territorial-2026

Une agence résolument *européenne*

Deuxième agence de coopération technique par sa taille en Europe, Expertise France travaille en lien étroit avec les institutions et ses homologues européens. Elle participe activement aux réseaux de coordination et aux initiatives Équipe Europe.



Avec **JEAN VAN WETTER**, directeur général d'Enabel

“Au Nord comme au Sud, nous sommes tous des pays en développement”

Comment réinventer la coopération dans un monde en plein bouleversement ? Pour Jean Van Wetter, les agences européennes ont tout intérêt à unir leurs forces. Il plaide en faveur de cette approche au sein du Practitioners' Network for European Development Cooperation (PN), qu'Enabel a coprésidé avec l'agence suédoise Sida de 2025 à 2026, à la suite d'Expertise France.

Comment qualifieriez-vous le contexte actuel de la coopération ?

Le modèle ancien, celui des agences d'un Nord global qui finançaient des projets de développement dans le Sud global, est en train de s'estomper. Au Nord comme au Sud, nous sommes désormais tous des pays en développement, qui doivent se réinventer face au changement climatique et à la transition énergétique, aux enjeux de sécurité, aux inégalités économiques

et sociales. Ajoutons à ces défis mondiaux celui, plus spécifique à nos agences, de la crise de confiance envers la coopération internationale.

Qu'est-ce que ce contexte change aux projets des agences européennes ?

Nous devons mieux mettre en valeur le lien entre le développement des autres pays et le nôtre – entre la réindustrialisation européenne et l'industrialisation africaine, par exemple. Avec la stratégie Global Gateway, l'Union européenne se distingue des autres grands acteurs mondiaux : elle associe à la défense de son développement économique des valeurs de solidarité et un volet social qui constituent une véritable valeur ajoutée. Le projet TESS MAV+ auquel contribuent Expertise France, Enabel et la GIZ, l'agence de coopération allemande, permet de partager avec des pays africains le savoir-faire européen en



Enabel et Expertise France collaborent au sein d'Initiatives Équipe Europe, notamment sur les corridors stratégiques et la sécurité des ports.

Contribuer à la mise en œuvre du Global Gateway

Aux côtés de ses partenaires européens, Expertise France contribue à concrétiser la stratégie européenne Global Gateway. En 2025, l'agence a organisé une visite d'étude à destination de huit pays et organisations régionales caribéens engagés en faveur des énergies renouvelables marines. L'objectif : les mettre en relation avec les acteurs industriels européens du secteur. La visite a été organisée dans le cadre du programme européen Euroclima+.

L'agence a également poursuivi la mise en œuvre de projets européens destinés à renforcer les coopérations en matière de sécurité maritime et portuaire : les projets SCOPE Africa en Afrique de l'Est et centrale, ESIWA et CRIMARIO dans l'Indopacifique, ou encore SEACOP dans les Caraïbes, en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine.

Depuis 2023, Expertise France met par ailleurs en œuvre l'initiative européenne EU LAC Digital Accelerator. Son ambition : accélérer l'innovation digitale en soutenant les partenariats entre start-up et grandes entreprises européennes, latino-américaines et caribéennes. L'initiative a notamment permis de mettre en relation une start-up brésilienne avec un hôpital portugais pour améliorer la prévention des troubles musculosquelettiques. ■

conception et en production de vaccins. Le monde entier en sera plus résilient lors de la prochaine pandémie.

Les relations entre agences européennes, au sein de l'Équipe Europe et du PN, ont-elles également évolué ?

Le PN qui était autrefois un simple réseau de partage de connaissances devient un forum stratégique dans lequel nous redéfinissons notre mandat, nous nous unissons, nous montons des programmes communs, nous prenons des positions par rapport aux orientations de la Commission européenne. Cette évolution représente une opportunité passionnante : celle de nous interroger sur notre valeur ajoutée et de redéfinir nos

niches d'expertise, en lien avec les forces du secteur privé de chaque pays.

Comment remettre la coopération en avant ?

La politique suit l'opinion publique : la coopération doit donc renouer avec le soutien populaire. Au sein du PN, nous travaillons sur de nouveaux narratifs du développement pour rappeler que la coopération est l'un des moyens les plus efficaces de prévention des conflits. Comparée aux milliards de dollars dépensés à faire la guerre, la solidarité internationale devient un investissement très raisonnable. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/enabel-2026

Mobiliser l'expertise française à l'international

Expertise France est l'ensemble des savoir-faire français. Qu'ils soient issus du secteur public, du secteur privé ou de la société civile, l'agence les mobilise au service de ses partenaires, dans le cadre de ses projets mais aussi de coopérations bilatérales de long terme.



Avec **ISABELLE BOKHARI**, experte technique internationale, conseillère auprès du ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge

Un expert technique international est là pour écouter, dialoguer, être proactif

Expertise France contribue à déployer l'expertise technique française au sein d'institutions nationales et d'organisations internationales pour le compte des ministères français. L'objectif : favoriser les projets de coopération dans des domaines variés : gouvernance, éducation, climat... Isabelle Bokhari, experte technique internationale au Cambodge depuis 2024, décrypte son métier et ses enjeux.

Vous êtes conseillère auprès du ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge. En quoi consiste votre métier ?

Un expert technique international est là pour écouter, dialoguer, être proactif avec ses pairs – en amont, pour construire en commun et faciliter les prises de décision, et en aval, pour accompagner la mise en œuvre des actions avec les différents acteurs concernés.

Mon rôle est, d'une part, de contribuer au renforcement du capital humain au sein du ministère, et d'autre part, d'accompagner la réforme de la gouvernance des établissements scolaires et la révision de cursus de formation à destination des chefs d'établissement et des enseignants de français, au niveau de l'enseignement secondaire et universitaire. Avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales, il s'agit de répondre de la manière la plus précise et la plus pertinente possible aux requêtes exprimées par nos partenaires et interlocuteurs cambodgiens.

Concrètement, sur quels types de projet travaillez-vous au quotidien ?

Les projets et actions sont très divers. Nous travaillons par exemple à la mise en place de partenariats avec des universités et des institutions françaises pour des



Le XX^e sommet de la Francophonie se tiendra en novembre 2026 à Phnom Penh. Près de trente ans après sa première tenue en Asie, au Vietnam, cette édition marque la volonté du Cambodge de réitérer son adhésion aux valeurs de la Francophonie auprès des pays francophones d'Asie-Pacifique.

Mobiliser les entreprises françaises et leurs savoir-faire

Santé, numérique, espace... Expertise France mobilise les savoir-faire des entreprises privées françaises sur de nombreuses thématiques. En 2026 le « tambour parleur » *Djidji Ayôkwé* a été le premier artefact officiellement restitué par la France à la Côte d'Ivoire ; ce dernier a bénéficié d'une numérisation 3D novatrice par la société Summum 3D pour sécuriser les réserves et favoriser les recherches scientifiques.

Dans le cadre de ses projets d'appui au secteur spatial, notamment au Rwanda, au Chili et en Côte d'Ivoire, Expertise France s'associe à des partenaires comme Thales Alenia Space, Airbus ou encore Kinéis et CLS, deux filiales du CNES. Dans le cadre du projet Fonds business biodiversité océan Indien du programme VARUNA, la société franco-malgache Floribis, spécialisée dans l'importation en Europe de vanille de Bourbon, a assuré la gestion durable du massif forestier d'Analalava tout en créant des activités génératrices de revenus favorisant les services écosystémiques. Enfin, l'agence mobilise l'expertise de fournisseurs et de groupes industriels français comme Engie, COLAS ou RAZEL-BEC dans la conduite des partenariats public-privé, notamment pour le déploiement de programmes d'appui aux infrastructures et à la connectivité des territoires africains. ■

projets sur des thématiques telles que l'école inclusive et l'égalité de genre ou encore la didactique des langues.

Un projet est également en élaboration entre le ministère de l'Éducation du Cambodge et la chambre de commerce et d'industrie France-Cambodge. L'objectif est de sensibiliser les élèves et la communauté parentale aux opportunités professionnelles offertes par les entreprises françaises implantées dans le pays.

Une autre collaboration est à l'étude avec une EdTech française, Edumalin, qui propose une pédagogie novatrice en vue d'améliorer les résultats des élèves, en particulier en mathématiques.

Le XX^e Sommet de la Francophonie aura lieu à Phnom Penh en novembre 2026. Qu'attendez-vous de cet événement ?

Il s'agit d'un événement de très grande envergure qui devrait permettre de connecter les écosystèmes, de nouer de nouveaux partenariats politiques, économiques et culturels entre les pays ayant la langue française comme point commun. Ce moment collectif, qui rassemblera 90 États membres, membres associés et observateurs, sera important pour l'avenir du Cambodge comme pour l'avenir de la francophonie. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/eti-2026

Au service de la *diplomatie féministe* française et européenne

Fermelement engagée en faveur de l'égalité de genre, Expertise France aligne ses actions sur la stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe, ainsi que sur le Gender Action Plan III de l'Union européenne.

Défi central du développement durable, les inégalités de genre sont sans cesse amplifiées par les crises. Les femmes et les filles sont davantage exposées aux violences tout en restant sous-représentées dans les sphères de décision, alors même qu'elles jouent un rôle essentiel dans l'émergence de sociétés plus justes, inclusives, durables et pacifiques.

Un enjeu transversal à tous les secteurs

Expertise France mise sur une approche à deux niveaux : répondre aux besoins des pays partenaires tout en catalysant des changements structurels dans les normes sociales et les relations de pouvoir. L'agence développe des solutions coconstruites et globales, à travers des partenariats pluriacteurs et multiniveaux, mobilisant les organisations de la société civile, le secteur privé et les acteurs publics locaux.

L'agence adopte une approche systémique, intersectionnelle et holistique, intégrant le genre dans toutes les dimensions de son action. Du soutien à l'entrepreneuriat à l'éducation, en passant par la santé, le sport, la culture, la sécurité, le numérique,



SULAIMA RAMADAN,
entrepreneuse
sociale
palestinienne, PDG
de l'ONG Ibtikar
for Empowerment
and Social
Entrepreneurship

*Dans le cadre
du Laboratoire
pour les droits
des femmes en
ligne, soutenu
par Expertise
France, Ibtikar*

contribue à renforcer la cyber-résilience des femmes et des filles en Palestine, en particulier dans le sud de la Cisjordanie. Nous créons des espaces de dialogue sécurisés où les femmes peuvent parler ouvertement de leurs expériences en matière de harcèlement en ligne, échanger des stratégies de protection et briser le silence qui entoure souvent la violence basée sur le genre facilitée par les technologies.



En République démocratique du Congo, le projet « Pour elles » vise à améliorer la qualité de vie et le bien-être des jeunes filles par le sport et la culture.

les finances publiques ou encore la justice environnementale, ces enjeux sont pris en compte de manière cohérente dans l'ensemble des projets pour favoriser des transformations visibles et durables.

Un engagement renouvelé en 2025

L'année 2025 a été marquée par le lancement de nouveaux projets en faveur de l'égalité de genre. Financé par l'Union européenne, le projet D4D hub, signé en 2025 et lancé en 2026, vise à prévenir et à lutter contre les violences en ligne basées sur le genre. Il porte un double engagement : renforcer les efforts de régulation de l'espace numérique d'une part, et promouvoir les droits des femmes et des filles et l'égalité de genre d'autre part.

En parallèle, plusieurs programmes d'envergure ont été poursuivis durant l'année.

En République démocratique du Congo, le projet « Pour elles », financé par l'AFD, favorise l'autonomisation économique des femmes à travers l'entrepreneuriat. En Syrie, le programme HERNES, financé par l'Union européenne et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, facilite l'accès aux soins de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile pour les populations affectées par le conflit (voir interview pages 26-27).

Le genre est pris en compte de manière cohérente dans l'ensemble des projets pour favoriser des transformations durables

À Madagascar, le projet récemment lancé « Compétences pour toutes » contribue à améliorer l'employabilité des filles et des jeunes femmes en rendant le système de formation professionnelle et d'enseignement technique plus inclusif et qualitatif. Il résonne avec le projet Lumin'iles qui vise l'autonomisation économique et financière des femmes par l'innovation durable et l'amélioration des conditions d'emploi dans l'océan Indien, à Maurice, aux Seychelles, aux Comores et à Madagascar. Ce travail passe par l'amélioration des conditions de la garde d'enfants, par l'accès à des opportunités économiques décentes pour les femmes et la poursuite de l'égalité professionnelle.

Enfin, en 2025, et pour une durée de trois ans, a été lancée la Facilité 1325 en Haïti et en République démocratique du Congo. Directement tiré des principes de la diplomatie féministe, ce projet concrétise l'agenda Femmes, Paix, Sécurité. Il ambitionne de transformer les dynamiques locales, de renforcer le dialogue et la cohésion sociale, et de contribuer à une paix plus durable, inclusive et ancrée dans les réalités des territoires en plaçant l'égalité, la protection et la participation des femmes au cœur de son action. ■

EN 2025



86%

des projets signés marqués CAD1 et CAD2



3 270

structures soutenues dans une approche de réduction d'inégalités de genre



22 997

personnes formées sur les enjeux de genre ou d'égalité femmes-hommes

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Alors que la pauvreté et les inégalités s'accroissent partout dans le monde, Expertise France contribue à investir dans le capital humain, en particulier sur les plans de l'éducation, de la formation et de la protection sociale.



Avec **TOBI RANSOMED**,
coordinatrice
de programme
éducation au
Nigeria (Plan
International)

Le bien-être des enseignants est essentiel pour une éducation de qualité

Le Nigeria connaît une pénurie critique d'enseignants qualifiés. Pour y remédier, notamment dans les zones en crise, l'ONG Plan International adopte une approche globale alliant formations, bien-être au travail et conseil aux institutions. Une démarche soutenue par la Facilité de la Regional Teachers Initiative for Africa, financée par l'Union européenne et coordonnée par Expertise France aux côtés de ses partenaires belge et finlandais.

Quelle est la situation des enseignants dans le nord du Nigeria ?

Les deux États du Nigeria dans lesquels nous travaillons, Adamawa dans le nord-est et Sokoto dans le nord-ouest, sont déstabilisés par des situations insurrectionnelles, à des degrés différents et ce depuis longtemps. Dans de nombreux cas, on attend des enseignants qu'ils traversent les situations les plus traumatisantes, simplement parce qu'ils sont adultes. Or, le bien-être des enseignants est essentiel pour une éducation de qualité.

Nous avons remarqué que de nombreux jeunes diplômés arrivent devant leur première classe sans bien connaître le système éducatif et le déroulement prévu pour leur carrière. Leur formation initiale ne prévoit pas cela. Nous avons donc conçu un processus d'intégration pour les enseignants, en partenariat avec le Conseil de certification des enseignants du Nigeria et le Syndicat national des enseignants. Nous sommes en train d'élaborer un kit d'intégration de l'enseignant, avec des sessions de formation et toutes les ressources nécessaires, afin qu'ils maîtrisent mieux le déroulement de leur carrière.

Avez-vous l'occasion de travailler en réseau avec des porteurs de projets similaires en Afrique ?

Oui, la Facilité a organisé un atelier de lancement des projets sélectionnés en Éthiopie en 2025, puis un autre au Rwanda en janvier 2026 plus focalisé sur les échanges de pratiques, les premiers résultats et les leçons apprises. Cela a été extrêmement utile – je dirais même magnifique ! – d'écouter les expériences



87 492

professeurs et personnels
pédagogiques formés sur
des enjeux d'éducation
de base en 2025



Dans un contexte de crise, le projet Avni Nou, financé par l'AFD, contribue à améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles publiques haïtiennes.

Promouvoir le **travail décent** au Mexique

d'autres pays, de constater à quel point certaines de nos situations étaient similaires et de découvrir des solutions innovantes. Nous avons décidé de continuer à nous réunir en ligne tous les trimestres pour partager nos bonnes pratiques.

Certaines de vos propres méthodes ont-elles essaimé ?

Cette année, à Kigali, nous avons présenté notre approche de pair à pair pour le bien-être mental des enseignants. Dans de nombreux pays africains, le simple fait de parler de santé mentale peut être considéré comme une faiblesse. Nous avons réalisé que les enseignants avaient besoin d'aide, mais nous voulions éviter qu'ils se sentent jugés par des experts trop éloignés de leur réalité quotidienne. Nous avons donc utilisé Psychlops, un test de santé mentale validé par l'OMS qui peut être mené entre enseignants, et qui les encourage à gérer leur stress. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/rtia-2026

En cohérence avec l'agenda international pour le travail décent, Expertise France contribue à promouvoir les droits au travail, des emplois de qualité et l'extension de la protection sociale, en particulier dans les économies émergentes et les pays à revenu intermédiaire. Au Mexique, l'agence met en œuvre le programme européen EU4DecentWork depuis 2023, contribuant au Plan national de développement et à l'agenda d'investissements Global Gateway de l'Union européenne, en collaboration avec le gouvernement fédéral mexicain. Ce programme combine actions pour la formalisation de l'emploi, dialogues sectoriels et territoriaux réunissant acteurs publics et privés dans des régions stratégiques du pays, et projets pilotes mis en œuvre avec des entreprises européennes leaders. À ce jour, il a notamment permis de formuler 10 propositions de politiques publiques, de sensibiliser plus de 350 institutions mexicaines, de former et de favoriser l'accès au marché du travail pour 100 jeunes, et de former plus de 200 inspecteurs du travail.

À travers le projet CRECER, financé par l'AFD, l'agence contribue à professionnaliser et à formaliser le secteur du *care*. Des formations certifiantes sont proposées aux travailleuses et travailleurs pour renforcer leurs compétences en matière de soin des enfants à l'échelle de la ville de México et bénéficieront à 200 personnes. Le projet mène également un processus participatif visant à élaborer une nouvelle norme de compétences professionnelles. ■

SANTÉ MONDIALE

La santé est à la fois une condition, un levier et un effet du développement humain et économique. Expertise France contribue à renforcer les systèmes de santé, à faciliter l'accès aux soins et aux produits de santé, ainsi qu'à prévenir et répondre aux crises sanitaires.



Avec le **Pr ROSE MCGREADY**, directrice du centre de santé maternelle et infantile du SMRU

« Les agents de santé communautaires nous apportent un soutien précieux »

Dans la région frontalière entre la Thaïlande et le Myanmar, arrivent chaque année des personnes fuyant les conflits et l'effondrement politique et économique du Myanmar. La Shoklo Malaria Research Unit (SMRU), associée à la Borderland Health Foundation (BHF), contribue à soigner ces personnes marginalisées, dont nombre de jeunes femmes, de mères et d'enfants. Elle bénéficie de l'appui de L'Initiative, facilité mise en œuvre par Expertise France.

en Thaïlande. Le paludisme n'est plus un problème majeur, mais la santé maternelle et infantile et la tuberculose sont devenues préoccupantes.

Quelles sont vos priorités actuelles ?

R. M. Notre priorité absolue est d'éviter que des femmes ne meurent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement. Nous essayons de leur permettre de choisir d'avoir un enfant ou non ; nous veillons ensuite sur leur grossesse, leur accouchement et les premiers mois de leur bébé. Nous répondons aux urgences, mais nous essayons également d'être proactifs et de faire de la sensibilisation, dans un contexte où l'accès aux soins de santé est très difficile en raison de la distance, du risque d'arrestation des personnes sans papiers et du coût du transport.

Comment travaillez-vous avec les agents de santé communautaires ?

R. M. L'Initiative soutient notre réseau d'agents de santé communautaires. Ces personnes ne sont pas formées à des



le **Dr AYE MIN**, gynécologue-obstétricien au SMRU

Le SMRU a été fondé en 1986 pour apporter une aide d'urgence aux réfugiés à la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar. Comment ont évolué les besoins des personnes que vous soignez ?

F. N. Il y a quarante ans, nous soignons environ 8 000 réfugiés à la frontière, dont beaucoup étaient malades du paludisme. Aujourd'hui, notre structure voit passer environ 80 000 personnes qui ne sont plus des réfugiés d'urgence mais des migrants qui cherchent à construire une nouvelle vie



et le **Pr FRANÇOIS NOSTEN**, fondateur et directeur du SMRU



11 274

personnels de structure de santé ayant bénéficié d'un renforcement de compétences ou de connaissances grâce à l'action de L'Initiative en 2025

procédures médicales complexes, mais elles nous apportent un soutien précieux : elles nous aident à savoir ce qui se passe sur le terrain, à convaincre les femmes et les filles de venir nous voir, à lutter contre les idées reçues en matière de santé et d'hygiène, de contraception, de violences...

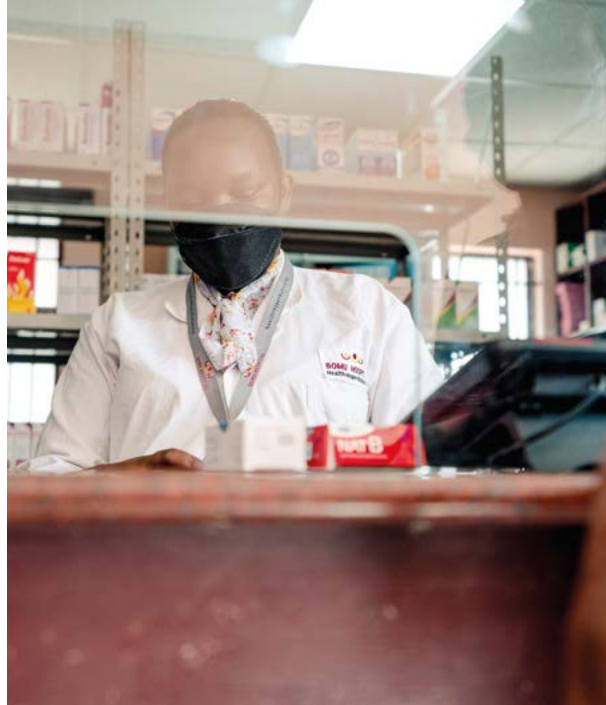
A. M. Une femme enceinte sur cinq que nous recevons est une adolescente. Les agents de santé communautaires contribuent à informer les femmes, en particulier les plus jeunes, sur leurs droits à la contraception, même si elles ne sont pas mariées, ils les sensibilisent aux violences sexistes... Nous avons également diffusé un film sur les grossesses adolescentes pour ouvrir le dialogue avec elles.

Que peut-on faire pour garantir l'accès de tous aux soins de santé ?

A. M. Dans nos dispensaires, tout est gratuit. Mais si nous devons envoyer des patients sans assurance à l'hôpital, ils devront payer la facture. Le M-Fund, soutenu par L'Initiative depuis 2022, peut contribuer à mettre en place un modèle de soins plus inclusif et durable. Ce fonds vise à offrir une protection de santé aux migrants en situation irrégulière, aux réfugiés et aux communautés défavorisées. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/linitiative-2026



Avec l'Initiative MAV+, Expertise France renforce la production et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de santé en Afrique.

Accompagner l'investissement européen dans les systèmes pharmaceutiques africains

En 2025, Expertise France a poursuivi son appui au programme MAV+, une initiative de l'Équipe Europe visant à renforcer la production et l'accès aux vaccins, médicaments et technologies de santé en Afrique. Doté de 15,5 millions d'euros, ce dispositif est mis en œuvre aux côtés d'autres agences européennes de coopération, notamment Enabel (Belgique) et la GIZ (Allemagne). Il illustre l'approche coordonnée de l'Équipe Europe en matière de souveraineté sanitaire.

À travers cet appui, Expertise France accompagne la structuration des investissements européens, analyse les dynamiques industrielles et réglementaires, et facilite la coordination entre institutions européennes, États membres et partenaires africains. Le programme couvre plusieurs pays prioritaires et s'inscrit dans une approche continentale portée par les initiatives africaines de développement pharmaceutique.

Le programme MAV+ illustre l'approche de l'Équipe Europe en matière de souveraineté sanitaire

En 2025, une attention particulière a été portée au renforcement des cadres réglementaires, levier essentiel pour garantir la qualité et la sécurité des produits de santé fabriqués localement. Ce travail contribue à inscrire l'ambition de souveraineté sanitaire du continent africain dans des trajectoires concrètes et durables. ■

GOVERNANCE

La gouvernance publique est au carrefour de nombreux volets du développement : elle influe sur le lien de confiance entre la société et l'État, la santé économique des territoires, le bien-être des populations... Expertise France accompagne ses partenaires face à ces différents enjeux.



Avec **HASSAN CHAITOU**, responsable du Bureau d'accueil et d'orientation des migrants de la commune de Belfaa (Maroc)

L'esprit associatif guide toutes nos activités, qu'on soit né ici ou ailleurs

La commune de Belfaa, au sud-ouest du Maroc, accueille de nombreuses personnes migrantes, venues principalement d'Afrique subsaharienne pour travailler dans le secteur agricole. Le Bureau d'accueil et d'orientation des migrants (BAOM) local contribue à leur intégration en s'appuyant sur la culture associative de la ville. Expertise France l'accompagne dans le cadre du Programme régional des initiatives de la migration (PRIM), financé par l'AFD.

À quels besoins répondent les BAOM dans la région du Souss-Massa ?



1416

personnes formées sur des enjeux liés aux migrations, aux diasporas ou à la traite des êtres humains en 2025

Notre région est connue pour son secteur agricole, qui exporte beaucoup et qui manque de main-d'œuvre. De nombreuses personnes sont venues s'installer ici, notamment depuis l'Afrique subsaharienne, pour travailler. Les BAOM ont été créés en 2021 pour répondre à leurs besoins à leur arrivée et garantir leurs droits économiques et sociaux, leur accès à l'éducation, à la santé... Nous organisons également beaucoup

d'activités culturelles et sportives pour tisser des liens entre les anciens et les nouveaux habitants.

Récemment, vous avez ainsi réaménagé un terrain communal de football. Comment est née cette idée ?

Tout a commencé par un tournoi de football, organisé avec Migrations & Développement dans le cadre du programme PRIM. Ce tournoi a été une excellente occasion de créer du lien entre les habitants, mais nous avons constaté que le terrain de Belfaa n'était pas adapté. Alors, l'année suivante, nous avons aidé les jeunes de la commune à proposer son réaménagement. L'esprit associatif est au cœur de notre culture locale. Il guide toutes nos activités, qu'on soit né ici ou ailleurs.

L'appui d'Expertise France au BAOM porte notamment sur l'amélioration de l'égalité femmes-hommes. Qu'est-ce qui peut être fait en ce sens ?

Nous avons encouragé à la mixité de la pratique du football, un sport traditionnellement masculin au Maroc.





↑ Déployée au plus près des territoires, la caravane du projet AMIS, soutenue par l'Union européenne et la France, a permis de renforcer la prévention des risques liés à la migration irrégulière, et de lutter contre la traite des êtres humains et les violences faites aux femmes et aux filles.

Deux établissements scolaires ont créé des équipes féminines pour le dernier tournoi scolaire et ont ainsi donné l'exemple aux autres filles du village. L'année dernière, 477 jeunes dont 126 jeunes filles ont participé à nos activités sportives et de sensibilisation sur le nouveau terrain.

Pensez-vous que votre approche puisse essaimer ailleurs au Maroc ?

Je l'espère, mais chaque commune a ses spécificités. Belfaa a choisi d'écouter les associations locales, de dédier du personnel et des moyens (dont 480 000 dirhams pour le terrain de football), et de mobiliser des financements auprès de l'État, d'ONG et d'autres pays pour concrétiser leurs projets. Aujourd'hui, le programme PRIM s'achève et nous sommes à l'heure du bilan. Nous espérons que l'approche associative du BAOM remontera via le conseil régional jusqu'au niveau national, pour être institutionnalisée durablement. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/prim-2026

Justice environnementale : coopérer pour mieux prévenir, sanctionner et réparer

Face à l'accélération du changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité, Expertise France favorise le traitement des atteintes à l'environnement par la justice et promeut la participation citoyenne sur les questions environnementales.

Dans les Balkans occidentaux, sur financement de l'AFD, l'agence contribue à fédérer les acteurs de la justice, de l'environnement et de la société civile pour une meilleure réponse judiciaire face aux atteintes à l'environnement. De la prévention à la réparation en passant par la détection et la sanction, toutes les étapes clés de la justice environnementale sont abordées à l'occasion de tables rondes nationales.

En Amérique latine, à travers le projet Hacia Escazú, Expertise France a accompagné la mise en œuvre de l'accord d'Escazú, premier traité environnemental d'Amérique latine et des Caraïbes. Au Mexique et en Équateur, près de 700 personnes (magistrats, policiers, fonctionnaires) ont notamment été formées en droit environnemental et sur l'accord d'Escazú depuis 2021.

En Arménie, plusieurs sessions de formation ont été organisées en 2025 auprès de l'Académie de justice, de la chambre des avocats et d'ONG locales. L'objectif était de présenter, dans une approche bilatérale, les grands enjeux communs à la France et à l'Arménie en matière de contentieux environnemental. Une formation a également été menée auprès d'avocats membres du Barreau arménien et de représentants de la société civile. ■

ÉCONOMIE DURABLE ET INCLUSIVE

Expertise France contribue à concilier développement économique, inclusion sociale et préservation de l'environnement. Elle promeut un accès équitable aux opportunités économiques à tous et toutes, y compris aux personnes les plus vulnérables.



Avec **NATALIIA DENIKEEVA**, vice-ministre chargée du Développement de l'économie numérique, ministère de la Transformation numérique ukrainien

En Ukraine, développer des outils concrets adaptés aux besoins des créateurs d'entreprise

Partenaire de l'Ukraine depuis 2006, Expertise France a intensifié son appui à partir de 2023 face à l'invasion à grande échelle menée par la Russie. En 2025, l'agence a mis en œuvre 18 projets nationaux et régionaux dans le pays. Parmi eux, le projet EU4Innovation East, financé par la France et l'Union européenne, favorise l'innovation, encourage la compétitivité et guide la transition au sein de l'écosystème des start-up.

Quelles sont les principales priorités du ministère de la Transformation numérique ukrainien ?

Notre mission est claire et nous orientons toutes nos actions en fonction de celle-ci : aider l'Ukraine à défendre sa liberté et à reconstruire son économie grâce à des institutions de nouvelle génération et à l'innovation. Nous visons deux objectifs. Premièrement, construire un solide vivier de start-up locales, notamment dans le secteur des technologies de défense qui contribue directement à notre sécurité et à notre capacité industrielle.

Deuxièmement, faire de l'Ukraine une juridiction européenne de premier plan et un pôle d'attraction mondial pour les créateurs d'entreprise et les investisseurs à l'avenir.

Comment le projet EU4Innovation East et Expertise France soutiennent-ils ces priorités ?

EU4Innovation East et Expertise France sont des partenaires de premier plan. Grâce à un appui ciblé et à fort impact, ils nous aident à avancer plus vite sur de nombreux sujets. EU4Innovation East contribue à développer en Ukraine un écosystème d'innovation aligné sur les normes de l'Union européenne. Il facilite pour cela l'harmonisation de notre cadre réglementaire avec les normes de la European Startup Nations Alliance (ESNA).

En parallèle, le projet contribue à mettre en place des instruments financiers, des mécanismes de co-investissement et des améliorations réglementaires destinés à attirer de nouveaux capitaux-risqueurs et à mobiliser les investissements privés.



228

structures soutenues sur l'accompagnement aux entreprises en 2025

Il prévoit notamment le lancement d'un programme de subventions destiné aux start-up en phase de démarrage.

EU4Innovation East soutient également le développement de bases de données fiables et de tableaux de bord numériques pour suivre la croissance des start-up par habitant, éclairer les politiques et favoriser la transparence au sein de l'écosystème de l'innovation.

Enfin, le projet apporte un appui technique ciblé pour le développement stratégique et la coordination dans le cadre de la stratégie d'innovation globale de l'Ukraine, WINWIN 2030. Il contribue à renforcer les compétences techniques du ministère ukrainien de la Transformation numérique dans des secteurs clés tels que les technologies vertes, les technologies spatiales, l'intelligence artificielle, les technologies médicales et les biotechnologies. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/eu4innovation-east-2026

↑ Dans le cadre du projet EU4Innovation East, une délégation d'entrepreneurs ukrainiens a pu participer au salon Vivatech 2025 à Paris, accompagnés de partenaires de l'écosystème des start-up du pays.

Les technologies spatiales au service du développement

Expertise France contribue à mettre les données d'observation de la Terre au service de l'innovation, de la croissance et des ODD. Elle favorise l'émergence d'écosystèmes dynamiques dans le domaine spatial : renforcement des cadres institutionnels, déploiement d'infrastructures d'accès aux données, soutien au dialogue public-privé... Elle mobilise pour cela un réseau d'experts publics et privés français et européens.

Depuis 2023, Expertise France a accompagné l'Agence spatiale du Rwanda dans la structuration de la communauté d'utilisateurs de son *data hub*, financé par l'AFD. Elle a également soutenu le déploiement d'une

plateforme nationale d'accès aux données spatiales au Sénégal et la mise en place d'infrastructures *open source* de prototypage de services basés sur l'observation de la Terre au Kenya.

Parallèlement, l'agence a renforcé son action en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat spatial en Amérique latine et en Asie centrale. Elle a accompagné des structures d'appui et des start-up, notamment *via* des programmes de mentorat et d'incubation spécialisés. Elle favorise également le dialogue entre universités, instituts de recherche, ministères et secteur privé, et déploie des programmes d'innovation ouverte favorisant les collaborations entre grands groupes et start-up. ■

**Expertise
France favorise
l'émergence
d'écosystèmes
dynamiques
dans le
domaine spatial**

PAIX, STABILITÉ ET SÉCURITÉ

Les crises prolongées, les conflits violents, les catastrophes naturelles, la criminalité organisée sont autant d'épreuves qui pèsent sur la sécurité humaine. Expertise France accompagne ses pays partenaires pour renforcer la prévention des risques et la réponse aux crises.



Avec le **D^r TAHA AL-OMAR**, directeur du département Santé de l'ONG Mehad

La santé des mères et des tout-petits est fondamentale pour l'avenir de la Syrie

Les habitants du nord-est de la Syrie continuent de subir les conséquences d'une succession de conflits armés, qui ont détruit les infrastructures civiles et provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes. Le projet HERNES, financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, contribue depuis 2019 à reconstruire les services de santé essentiels dans la région, en partenariat avec l'ONG Mehad.

À quelle situation sanitaire faites-vous face aujourd'hui dans le nord-est de la Syrie ?

Chaque situation de conflit affecte les conditions de vie des habitants et complique l'accès aux soins de santé essentiels : nous faisons face à un afflux de personnes blessées, traumatisées, sans toit et manquant de nourriture, tandis que des hôpitaux et des maternités doivent fermer à cause des combats. À l'heure où nous parlons, la situation est stabilisée, mais la plupart des centres de santé publics ne sont pas opérationnels. La population est toujours dépendante

des ONG et de l'aide humanitaire pour accéder aux soins essentiels.

Comment organisez-vous votre action sur le terrain ?

Depuis 2019, le projet HERNES a permis de soutenir dix-huit structures, dont six centres de santé, deux maternités, quatre dispensaires mobiles, un centre de dialyse, deux centres de formation, deux cliniques dentaires et un incinérateur à déchets médicaux. Dans le cadre de la quatrième phase du projet, nous appuyons actuellement deux centres de santé, une maternité, un centre de formation et un incinérateur.

Nous mettons l'accent sur les soins aux femmes en âge de procréer, aux mères et aux jeunes enfants, car ils représentent à la fois la majorité des personnes qui viennent nous voir et les besoins les plus urgents. De plus, si l'on se place dans une optique de santé publique, l'état de santé durant la toute petite enfance conditionne souvent l'état de santé tout au long de la vie. La santé des mères et des tout-petits est fondamentale pour l'avenir du pays.



1 017

personnels d'OSC formés sur des enjeux de sécurité, de stabilité ou de gestion de crise en 2025



←
En Syrie, l'ONG Mehad, appuyée par le projet HERNES, gère plus de 40 centres de soin en réponse aux conflits et à la crise que traverse le pays. Ici, un médecin prend en charge une consultation pédiatrique.

Face à la **criminalité organisée**, une coopération renforcée avec l'Amérique latine et dans les Caraïbes

Nous collaborons avec l'ensemble des acteurs de la santé présents dans le nord-est de la Syrie et dans tout le pays – les directions régionales et, depuis le changement de contexte politique, le ministère de la Santé, mais aussi les ONG et les professionnels du secteur.

La quatrième phase du projet HERNES doit s'achever en 2026. Comment préparez-vous l'avenir ?

Au cours des dernières années, nous avons cherché à apporter des améliorations durables au système de santé syrien avec les formations du personnel, la réhabilitation et l'équipement des centres. Nous sommes en train de formaliser nos processus et nos méthodes de travail pour laisser des documents de référence clairs pour la formation et les soins. Les personnes déplacées reviennent peu à peu chez elles. Notre but est d'assurer leur accès aux services de santé de base pour qu'elles puissent reconstruire leur vie. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/hernes-2026

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les réseaux criminels se caractérisent par leur flexibilité, la multiplicité de leurs activités (narcotrafic, traite des êtres humains, crimes environnementaux) et leur sophistication technologique (intelligence artificielle, systèmes de chiffrement). Par ailleurs, ils recourent en majorité à des intermédiaires chargés de fournir des services essentiels, notamment en matière de logistique ou de blanchiment de capitaux.

L'identification et le démantèlement des réseaux criminels à haut risque sont l'un des axes d'action prioritaires d'Expertise France dans le cadre du programme EL PAcCTO 2.0, destiné à structurer le dialogue entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Union européenne en matière de justice et de sécurité. En 2025, des études de terrain menées avec plusieurs partenaires ont permis d'identifier les principales routes transatlantiques empruntées par ces réseaux, d'analyser leurs structures organisationnelles et de contribuer à l'élaboration d'une réponse pénale coordonnée. Ce processus a conduit à la création d'une première équipe commune d'enquête entre des pays latino-américains et européens. Axée sur plusieurs cibles de haute valeur, elle est placée sous la direction des autorités judiciaires et bénéficie du soutien d'agences européennes. Par ailleurs, EL PAcCTO 2.0 a facilité l'échange d'informations opérationnelles concernant plus de 300 individus liés à des organisations criminelles et soutient actuellement trois enquêtes pénales. ■

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Alors que le changement climatique et la perte en biodiversité s'accroissent, la vulnérabilité des populations s'accroît dans de nombreuses régions du monde. Face à ce constat alarmant, Expertise France favorise l'adoption des meilleures pratiques de développement durable.



Avec **JORGE SANTOS**, ministre de la Mer du Cap-Vert

Développer et gouverner ensemble les richesses de notre océan

L'économie bleue représente un levier majeur de développement pour les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Face aux défis de la surpêche, de la sauvegarde de la biodiversité et du changement climatique, le programme WASOP (West Africa Sustainable Ocean Programme), financé par l'Union européenne dans le cadre de l'initiative Global Gateway, les soutient dans la construction d'une économie bleue durable et inclusive depuis 2025. Expertise France assure la coordination globale du programme.

La direction régionale du programme WASOP est implantée au Cap-Vert. Pourquoi votre pays a-t-il choisi de jouer un rôle central dans cette initiative ?



31

pays accompagnés dans l'élaboration, la déclinaison ou la mise en œuvre de leurs engagements internationaux en matière d'environnement en 2025

Le Cap-Vert est un pays insulaire, en plein océan Atlantique. 99,3 % de notre territoire est aquatique. Notre économie a toujours dépendu du commerce maritime et de la pêche ; depuis plus récemment, elle repose également sur le tourisme. Notre emplacement au milieu de l'Atlantique fait de nous

un pays carrefour, très ouvert sur le monde, et la coopération régionale est un enjeu essentiel pour poursuivre notre développement. Il était donc naturel que nous occupions un rôle pivot dans le programme WASOP, qui va nous aider à mettre en place les infrastructures et les mécanismes de gouvernance adéquats.

Quelles opportunités l'économie bleue représente-t-elle pour le Cap-Vert ?

Notre stratégie nationale pour la mer associe deux voies de développement de la pêche : d'un côté, la consolidation de la pêche artisanale côtière, avec des programmes d'amélioration des conditions de vie et de travail des pêcheurs, et de l'autre, une industrialisation du secteur, avec des bases logistiques et des sites de mise en conserve et de commercialisation.

Mais l'économie bleue ne se résume pas au secteur de la pêche. Nous prévoyons également de développer l'aquaculture en mer, le tourisme sportif et la navigation de plaisance, les infrastructures portuaires et les corridors maritimes, les énergies

renouvelables comme le solaire et l'éolien offshore, ainsi que le dessalement de l'eau de mer pour sécuriser nos ressources en eau potable et d'irrigation. L'objectif est de diversifier notre économie pour la rendre plus résiliente.

Quels progrès permet la coopération au niveau régional et avec l'Union européenne ?

Notre océan recèle d'immenses richesses, que nous devons développer et gouverner ensemble. La bonne gestion des stocks de pêche et la lutte contre la pêche illégale, par exemple, ne peuvent réussir qu'en coopération avec les autres pays côtiers.

Ces actions concertées appellent des financements solides : dans l'esprit du Global Gateway, nous nous appuyons sur de nombreux partenariats public-privé et nouons des relations de confiance avec les banques commerciales et de développement. La coopération avec l'Union européenne est cruciale – pour les subventions directes qu'elle nous apporte, mais aussi parce qu'elle contribue à diversifier nos financements pour les projets les plus novateurs.

La facilité d'assistance technique mise en place par Expertise France dans le cadre du programme WASOP (« Blue Facility ») favorise par exemple la mobilisation du secteur privé en faveur d'industries océaniques durables. Un appel à propositions de projets au niveau régional, doté d'un budget de 10 millions d'euros, permet également de soutenir des actions pilotes locales, à fort potentiel de réplication ou de passage à l'échelle, et susceptibles de mobiliser des financements complémentaires, y compris du secteur privé. ■



Lire l'interview complète :
1ap.fr/wasop-2026



Avec le programme européen RESEMBID, Expertise France a contribué à renforcer l'efficacité énergétique aux îles Caïmans.

Faciliter la transition énergétique dans les Outre-mer

Les pays et territoires d'outre-mer européens font face à de nombreux défis énergétiques : forte dépendance aux combustibles fossiles importés, exposition à la volatilité des prix de l'énergie, fragilité des réseaux électriques, vulnérabilité accrue face au changement climatique... Expertise France met en œuvre plusieurs programmes européens destinés à soutenir leur transition énergétique.

Depuis 2020, l'agence les accompagne par exemple dans la structuration de leurs projets énergétiques, dans le cadre du programme européen Green Overseas. Les études de faisabilité, les réformes réglementaires, les cadres techniques d'intégration des énergies renouvelables sont en effet des prérequis essentiels pour mobiliser des financements. À travers ce programme, Expertise France soutient également le développement de solutions renouvelables adaptées aux contextes locaux, par exemple sur les îles de Wallis et Futuna.



13

bâtiments du secteur public rénovés aux îles Caïmans dans le cadre du programme RESEMBID

Aux îles Caïmans, dans le cadre du programme RESEMBID, l'agence a appuyé le ministère de la Santé, de l'Environnement et de la Durabilité entre 2023 et 2025 dans la mise en œuvre de projets d'efficacité énergétique des bâtiments. Treize bâtiments du secteur public, y compris des écoles, des bibliothèques et des bureaux gouvernementaux, ont été audités et modernisés. Dix maisons du National Housing Development Trust (NHDT), un organisme public chargé de faciliter l'accès à la propriété pour les résidents à revenus modestes ou moyens, ont également été rénovées. ■

Œuvrer à relever les défis de chaque région

Expertise France intervient aujourd'hui dans près de 170 pays. Forte d'une expertise multisectorielle, elle adapte sa stratégie aux enjeux de chaque région, en cohérence avec les politiques d'investissement solidaire et durable de la France et de l'Union européenne.



AFRIQUE

Soutenir le renouveau du partenariat avec la France

Les pays africains sont les principaux partenaires d'Expertise France. L'agence y déploie plus de 200 projets sur financements de l'Union européenne, de l'AFD et des ministères français. Son action répond aux orientations stratégiques de la France et contribue au renouveau des relations franco-africaines.

◆ Éducation et formation : agir pour la jeunesse

Expertise France met l'éducation et la formation au service de l'émancipation des individus et de l'insertion sociale et économique. En 2025, à Djibouti, un vaste programme de formation, E-SKILLS, a notamment été lancé sur financement européen pour développer les compétences numériques des jeunes et des femmes. L'année a également été marquée par le démarrage de l'Africa-Europe Youth Academy : financé par l'Union

européenne, ce projet vise à promouvoir un leadership inclusif chez les jeunes d'Afrique subsaharienne. Expertise France va par ailleurs, dans le cadre du projet AFTER 2, contribuer à moderniser les campus de l'Institut polytechnique du Rwanda sur financement de l'AFD.



72

structures soutenues
en faveur de la jeunesse
ou du sport en 2025,
dont 69 OSC

◆ La culture et le sport au service du lien social

Pour renforcer la cohésion sociale, mais aussi accroître l'attractivité des territoires et stimuler l'économie, Expertise France contribue à valoriser les patrimoines et à développer les industries culturelles et créatives. En Côte d'Ivoire, l'agence contribue par exemple à rénover le musée des Civilisations, à former ses équipes et à développer sa stratégie de médiation culturelle. En avril 2026, le « tambour parleur » *Djidji Ayôkwé*, restitué par la France, a ainsi pu trouver place au musée des Civilisations de Côte d'Ivoire.



Le 20 février 2026, une cérémonie a été organisée au musée du Quai Branly à Paris pour officialiser la restitution du « tambour parleur » Djidji Ayòkwé à la Côte d'Ivoire, en présence de la ministre de la Culture ivoirienne Françoise Remarck, de son homologue française à date Rachida Dati, et de membres de la communauté Atchan.

Le sport est également un puissant levier d'action : il peut être un vecteur d'inclusion, de paix, d'autonomisation ou encore de croissance. En 2025, Expertise France a notamment lancé le projet CAP Rugby, couvrant entre autres cinq pays africains : l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Maroc et la Tunisie. Financé par l'AFD, ce projet vise à faire du rugby un moyen de lutte contre les inégalités sociales, de promotion de l'égalité de genre et de mobilisation en faveur du climat.

◆ Favoriser la mobilisation du secteur privé

L'appui au climat des affaires et la structuration des écosystèmes entrepreneuriaux sont des priorités pour Expertise France. En 2025, l'agence a notamment poursuivi la mise en œuvre du projet Lumin'Îles à Madagascar, aux Comores et à Maurice. Financé par l'AFD, ce projet soutient le développement de services de garde d'enfants adaptés et accessibles – un secteur encore peu exploré, mais crucial pour lever les freins à l'emploi féminin.

Début 2026, deux nouvelles initiatives ont été également lancées. En Libye, le projet INVEST4Libya, financé par l'Union européenne et la France, vise notamment à renforcer la gouvernance financière et à créer un environnement plus propice à l'investissement privé. Au Liberia, un projet de soutien au secteur privé a été signé en vue de contribuer à développer la chaîne de valeur, à financer les PME et à renforcer l'inclusion sociale.

◆ Accompagner la structuration des corridors stratégiques

Dans un contexte d'intensification des échanges commerciaux et de volonté accrue d'intégration régionale en Afrique, le développement de corridors stratégiques constitue un levier clé de croissance et de stabilité. Expertise France accompagne cette dynamique en renforçant la gouvernance, la sécurité et la performance des chaînes logistiques, au cœur des enjeux d'intégration régionale. Ces actions s'inscrivent pleinement dans la stratégie européenne Global Gateway. Dans ce cadre, l'agence a notamment lancé en 2025 le projet SCOPE Africa, qui contribue à améliorer la sûreté des ports en Afrique de l'Ouest et du Centre et à soutenir le développement de corridors maritimes plus sûrs et durables.

En parallèle, Expertise France intervient sur les corridors terrestres et multimodaux à travers des initiatives structurantes. Le projet GGSP-CALAO « Ouagadougou-Abidjan-Lagos », mis en œuvre en consortium avec Enabel et TradeMark Africa, favorise la fluidité des échanges et le commerce régional en lien avec la ZLECAf. En Afrique centrale, l'agence soutient également une approche intégrée des corridors 5 et 6 (« Libreville-Kribi/Douala-N'Djamena » et « Douala/Kribi-Bangui-Kampala »), visant à renforcer la connectivité, à harmoniser la gouvernance et à dynamiser les territoires frontaliers. ■



MOYEN-ORIENT

Appuyer les États et la société civile dans un contexte de crises multiples



contribue à renforcer ou à reconstruire les institutions politiques. Son action passe notamment par la consolidation des finances publiques, la lutte contre la corruption et le renforcement des systèmes judiciaires, de défense et de protection civile. L'égalité de genre est également une dimension clé : en 2025, un projet financé par l'AFD a notamment été lancé pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin en Irak. Au Liban, le projet européen WE-HUB vise par ailleurs à accroître la participation des femmes dans la sphère politique et publique, notamment pour améliorer leur représentation sur le marché du travail.

◆ Faire face aux crises et aux conflits

Face aux crises qui traversent la région, Expertise France poursuit son action en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité. En Syrie, la fourniture de services essentiels est une priorité. Depuis plus de treize ans, l'agence se mobilise pour répondre aux besoins des populations et participer à la réhabilitation des infrastructures et des services de base. Depuis la chute du régime Assad en 2024, plusieurs pistes sont à l'étude pour appuyer la reconstruction du pays. À travers un financement FEXTE, Expertise France prévoit notamment de renforcer les capacités de la

Banque centrale syrienne pour stabiliser l'économie nationale et favoriser la réintégration financière du pays.

L'année 2025 a également été marquée par l'amorçage du programme européen SECFRON III. Il permettra de poursuivre les efforts menés depuis plusieurs années en faveur d'une sécurité et d'une stabilité durables en Jordanie. ■

↑ Exposition étudiante organisée dans le cadre du programme WE-HUB, financé par l'Union européenne au Liban. Présentées dans les locaux de l'Université libanaise, ces œuvres explorent l'égalité de genre, la participation des jeunes et le changement social.

Les pays du Proche et du Moyen-Orient sont traversés par de multiples crises et conflits. Expertise France contribue à renforcer leur résilience à travers une action multisectorielle : appui aux institutions publiques, soutien au développement du secteur privé, fourniture de services essentiels aux populations...

◆ Soutenir les institutions et l'égalité femmes-hommes

Dans les Territoires palestiniens, en Syrie, au Liban et en Irak, l'agence



213 715
bénéficiaires de
services sociaux de base
accompagnés en 2025



Soutenir la convergence européenne et la connectivité

En 2025, Expertise France a renforcé son action dans les pays du voisinage européen en accompagnant des réformes institutionnelles et des projets structurants : renforcement des systèmes judiciaires, modernisation des dispositifs de protection sociale... L'objectif : contribuer à la convergence vers les standards européens.

◆ Renforcer les systèmes judiciaires et budgétaires

Deux nouveaux projets mis en œuvre par l'agence dans la zone ont été signés en 2025. L'un, financé par l'Union européenne, vise à suivre l'intégrité judiciaire en Bosnie-Herzégovine. L'autre, financé par l'AFD, contribue à soutenir la réforme financière, budgétaire et fiscale en Arménie. Expertise France intervient également sur des enjeux émergents : en Albanie et en Macédoine du Nord, elle facilite par exemple l'accès à la justice climatique.

◆ Assurer des transitions justes

En parallèle, Expertise France appuie la modernisation des systèmes de protection sociale et des politiques d'emploi. Dans les Balkans occidentaux, un nouveau projet européen va permettre de faciliter une transition juste pour les régions, les industries et les travailleurs. En Ukraine, à travers L'Initiative, mais aussi *via* les projets APPUI et REHAB financés par la France, l'agence contribue à lutter contre le VIH et à renforcer les systèmes de santé. Elle appuie notamment l'ONG Superhumans en mobilisant l'expertise de l'AP-HP en chirurgie maxillo-faciale. ■



En Ukraine, le centre Superhumans de Lviv prend en charge les victimes de la guerre. Sur financement français, des médecins de l'AP-HP ont été mobilisés pour réaliser des opérations de chirurgie réparatrice du visage.

Asie centrale : faciliter les interconnexions

Présente en Ouzbékistan depuis 2020, Expertise France renforce son activité en Asie centrale. L'année 2025 a notamment été marquée par l'annonce de deux initiatives de l'Équipe Europe dans la région. L'agence et la GIZ ont mis en place un consortium franco-allemand pour appuyer le développement du corridor de transport transcaspien. Ce programme couvrira cinq pays : le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Un programme a également été lancé pour étendre la connectivité internet par satellite et ainsi réduire la fracture numérique dans la région.





AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Protéger la planète et lutter contre la criminalité organisée

En Amérique latine, Expertise France contribue à des programmes européens de coopération régionale tout en intervenant sur un nombre croissant de projets nationaux, notamment en Amérique centrale et dans la zone andine. L'agence développe son activité sur des thématiques prioritaires de la région telles que la préservation des ressources naturelles ou la lutte contre les menaces globales.

◆ Préserver les ressources naturelles au service d'une transition juste

Expertise France est stratégiquement positionnée auprès des partenaires techniques et financiers de la région sur des thématiques liées au développement durable, notamment la gestion des ressources naturelles. En Amazonie, dans le cadre du programme AMABIO, lancé en 2025 sur financement AFD, l'agence

encourage les banques publiques brésiliennes et leurs bénéficiaires à adopter des pratiques qui contribuent à préserver la biodiversité. Parallèlement, l'agence soutient l'innovation digitale et la transition verte via le Digital Accelerator et l'initiative Digital & Green Innovation, en accompagnant des start-up et en mobilisant les données satellitaires pour répondre aux défis climatiques dans la région.

◆ Lutter contre les activités illicites au niveau régional

En Amérique centrale et dans la zone andine, près de 40 % de l'activité de l'agence porte sur les enjeux de protection, de répression et d'endiguement des menaces globales liées aux trafics, à la criminalité transnationale et à la violation des droits humains et territoriaux. En Équateur, Expertise France contribue à mettre en œuvre le programme européen SERPAZ, lancé en 2025 pour soutenir la lutte contre le blanchiment d'argent et le recouvrement des actifs financiers des groupes criminels organisés. Dans le domaine de la sécurité maritime, le programme européen CRIMARIO a été élargi à la Colombie, au Chili, à l'Équateur et au Pérou. L'objectif est de renforcer la coopération régionale le long de la façade Pacifique Ouest, par où transitent de nombreux trafics. À travers le projet européen EL PACCTO 2.0, l'agence continue par ailleurs à promouvoir et à renforcer les dialogues régionaux de haut niveau sur la sécurité et la justice entre l'Union européenne et les pays latino-américains et caribéens, notamment le Honduras, le Panama et l'Uruguay.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, Expertise France est engagée dans la EU-LAC Digital Alliance, notamment à travers les dialogues politiques sur les régulations numériques et des actions techniques de renforcement des capacités, avec un focus spécifique sur la cybersécurité. ■



↑ Rencontre entre des femmes juristes et des défenseuses indigènes de la forêt amazonienne, dans le cadre du projet Hacia Escazú financé par l'AFD. La photo a été prise dans le territoire du peuple quechua de Sarayaku, en Équateur.



INDOPACIFIQUE

Contribuer à une croissance durable

Pour favoriser l'atteinte des ODD dans l'Indopacifique, Expertise France contribue à concilier développement économique et performance environnementale. Son action s'étend désormais à l'Asie du Sud avec la signature en 2025 d'un projet en Inde. Elle s'inscrit pleinement dans la stratégie française tout en répondant à celles du Global Gateway et du groupe AFD.

◆ Accompagner la mise en place d'une finance verte

L'année 2025 a notamment été marquée par le lancement de la seconde phase du projet « Verdissement des politiques fiscales et budgétaires au Vietnam ». L'objectif : développer le marché carbone, la fiscalité environnementale et des obligations « vertes » pour encourager les autorités à investir dans des projets et des politiques vertueuses. Au Sri Lanka, le projet « EU Green Recovery Facility » contribue notamment à accroître l'accès à des financements verts et durables.

◆ Prévenir les catastrophes naturelles ou d'origine humaine

Face aux catastrophes naturelles, Expertise France étend son appui aux autorités locales. Dans le nord de l'Inde, l'agence développe une nouvelle offre d'accompagnement en matière de gestion des feux de forêt, de sauvetage et de secours en montagne. En parallèle, le projet européen « Global Port Safety » renforce les capacités de prévention et de gestion des accidents liés aux matières dangereuses dans huit pays de la région. Il mise pour cela sur des actions de formation et de sensibilisation ainsi que sur l'achat d'équipements de contrôle. ■



En Asie du Sud, et plus particulièrement au Sri Lanka, la lutte contre les déchets plastiques passe par un renforcement des modèles de production, de distribution et de consommation durables, en lien avec le gaspillage et la perte alimentaire.

Agir en faveur de l'économie circulaire

Aux Philippines, Expertise France renforce l'engagement des secteurs privé et financier en faveur de la réduction des déchets, en partenariat avec le Global Green Growth Institute (GGGI). Son action s'inscrit dans le cadre de l'initiative Équipe Europe « Économie circulaire et déchets plastiques » et du programme pluriannuel 2021-2027 de l'Union européenne sur l'économie et les emplois verts résilients. Au Sri Lanka, l'agence contribue à réduire les déchets plastiques à usage unique dans le secteur alimentaire, en concertation avec les petites entreprises, les start-up, les entreprises sociales et les coopératives locales. Elle intervient dans le cadre du projet CIRCULAR, financé par l'Union européenne.



Rendez-vous en ligne!



VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?

Rendez-vous sur la version web du *Bilan & perspectives* :

rapport-annuel.expertisefrance.fr

Vous y trouverez **une dizaine d'interviews** mettant en avant le travail mené avec nos partenaires, ainsi que **les archives de l'ensemble de nos rapports annuels**.



Retrouvez nos chiffres clés 2025 et nos objectifs pour 2026 en vidéo.

Sigles et acronymes

- **AFD** : Agence française de développement
- **AP-HP** : Assistance publique – Hôpitaux de Paris
- **BAOM** : Bureau d'accueil et d'orientation des migrants
- **BHF** : Borderland Health Foundation
- **CAD** : Comité d'aide au développement de l'OCDE
- **CLS** : Collecte Localisation Satellites
- **CNES** : Centre national d'études spatiales
- **Enabel** : Agence belge de coopération internationale
- **ESNA** : European Startup Nations Alliance
- **ETI** : expert technique international
- **FEXTE** : Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences
- **G7** : Groupe des sept
- **GGGI** : Global Green Growth Institute
- **GIZ** : Société allemande de coopération internationale
- **MEAE** : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **MEFSIEN** : ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique
- **NHDT** : National Housing Development Trust
- **OCDE** : Organisation de coopération et de développement économiques
- **ODD** : Objectifs de développement durable
- **OMS** : Organisation mondiale de la santé
- **ONG** : organisation non gouvernementale
- **OSC** : organisation de la société civile
- **PME** : petite ou moyenne entreprise
- **PN** : Practitioners' Network for European Development Cooperation
- **Sida** : Agence suédoise de coopération internationale pour le développement
- **SMRU** : Shoklo Malaria Research Unit
- **ZLECAF** : Zone de libre-échange continentale africaine

Crédits iconographiques

Couverture : agence Atalaku,
Désiré Randrianarisata,
Kevine Uwase/Right Venture
Creative, Superhumans,
Bénédicte Desrus, droits
réservés, Zarni Phyto
P. 1 : Faïd Hadji
P. 2 : MEAE

P. 3 : Sébastien Tanguy/
MEFSIEN
P. 4 : Marcella Barbieri
P. 10 : droits réservés
P. 12 : Vlad VDK
P. 13 : Rodrigue Ako
P. 14 : droits réservés
P. 15 : droits réservés
P. 16 : droits réservés

P. 17 : droits réservés
P. 18 : droits réservés
P. 19 : Les 4 Chemins
P. 20 : droits réservés
P. 21 : Bomu Hospital
P. 22 : droits réservés
P. 23 : agence CISTRA
P. 24 : droits réservés
P. 25 : Vivatech Paris

P. 26 : droits réservés
P. 27 : ONG Mehad
P. 28 : droits réservés
P. 29 : Kevin Morales
P. 31 : droits réservés
P. 32 : Expertise France
P. 33 : Superhumans
P. 34 : agence EFE
P. 35 : Aurore-Alexandra
Castellacci

Directeur de la publication : Jérémie Pellet, directeur général

Coordination éditoriale et rédaction (Expertise France) : Nicolas Jacquemard, coordinateur d'unité éditoriale,
et Curtis Piel, chargé de communication presse et éditoriale

Conseil éditorial, rédaction et conception graphique : ANIMAL  PENSANT

Remerciements aux équipes siège et terrain ainsi qu'à nos partenaires pour leurs contributions.

Ce document a été imprimé en France par l'Imprimerie solidaire, entreprise adaptée qui compte 80 % de salariés en situation de handicap dans ses effectifs de production, sur des papiers FSC® contenant 40 % (couverture) et 50 % (intérieur) de fibres recyclées.





40, boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

communication@expertisefrance.fr
www.expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

